

Ce que nous voulons

Le Droit social

12 février 1882

Il est d'usage, nous dirons même qu'il est indispensable qu'à l'apparition d'un nouveau journal, l'on en indique la nécessité. Tous les satisfaits du jour ne manqueront pas en effet de se demander de quelle utilité peut être ce nouvel organe, quand des centaines de journaux se disputent déjà les faveurs du public....

Certes, si le *Droit Social* ne devait servir que de prospectus pour les industriels et les commerçants de toutes catégories, qu'à répéter les discours de nos politiciens : et surtout qu'à faire produire les actions des bailleurs de fonds, ce qui est la tâche de la presse actuelle, toute entachée de servilisme vis-à-vis du capital et de l'autorité, nous dirions, nous aussi : de quelle utilité est ce nouvel organe.

Mais il n'en est pas ainsi : fondé et rédigé par des travailleurs, le *Droit Social* se trouve ainsi indépendant de toute attache financière ou gouvernementale, ce qui lui permettra de combattre tous les puissants du jour et d'être ainsi l'organe des déshérités, l'organe des prolétaires.

C'est à ce titre que nous rentrons dans la lutte, non pour lutter sur des questions de personnes, non pour augmenter le nombre des quémandeurs d'emplois, mais pour porter sur le terrain de la discussion cette question sociale que les uns nient, tandis que d'autres, sans nier, font leur possible pour en retarder la discussion, leur intérêt étant engagé dans le maintien du *statu quo*,

Convaincus que c'est la misère qui pèse sur le peuple, le manque d'entente, d'union et surtout le peu de connaissance sur les véritables causes de la misère, qui fait que le peuple accepte pour ainsi dire la situation inférieure qui lui est faite, quand il devrait, au contraire, se révolter sans cesse jusqu'au jour de la victoire finale, nous prendrons fait et cause pour tous les déshérités dans leurs luttes contre le capital ; mais à côté de cette lutte journalière imposée, pour ainsi dire, à un journal de travailleurs, nous n'oublierons pas, et c'est là notre principale tâche, de démontrer que tant qu'existera le salariat, cette nouvelle forme de l'esclavage, toutes les réformes politiques sont, sinon complètement inutiles, du moins insuffisantes.

Tous nos efforts tendront donc à combattre tous ceux qui, par intérêt ou ignorance, se refusent de toucher à l'arche sainte de la propriété, ne comprenant pas que les questions politiques et économiques ont leur source dans le droit de posséder.

Qu'importe, en effet, que l'on inscrive sur le fronton de nos édifices publics, les mots de Liberté, Egalité, Fraternité.

Est-ce qu'il y a Liberté pour ceux qui ne possèdent rien et qui, forcés de satisfaire à des besoins journaliers, se trouvent dans l'obligation de vendre leur intelligence, leur force musculaire, au premier qui possède la matière première et l'outillage.

Est-ce qu'il y a égalité entre les travailleurs faisant journalièrement dix ou douze heures de travail et n'ayant pour toutes ressources, après une existence de labeur et de privations, que l'hôpital, ou la mendicité, qui entraîne la prison, et les petits gommeux de la bourgeoisie, n'ayant d'autres facultés que celle de consommer.

Est-ce qu'il y a fraternité entre les sangsues du capital ou de la politique et la masse prolétarienne, véritable outillage dans les mains des jouisseurs de toute espèce. Certes, nous ne perdrons pas notre temps à blâmer la presse actuelle, les fonctionnaires, les possédants d'aujourd'hui, de chercher par tous les moyens possibles à maintenir l'organisation économique et politique. Ils se trouvent heureux, ils gouvernent, tout est donc pour le mieux pour eux. Ils sont conservateurs, c'est leur rôle, c'est leur intérêt ; comme à nous notre rôle, notre intérêt est d'être révolutionnaires.

A eux de défendre.

A nous d'attaquer.

A nous d'attaquer aussi bien le droit de propriété, que d'attaquer et de détruire tous les moyens jésuitiques employés par les repus de toute catégorie, pour maintenir leurs privilèges et les faire sanctionner par ceux-là mêmes qu'ils dépouillent.

A nous d'attaquer tous les gouvernements, non pas parce qu'ils portent tel ou tel nom, mais parce qu'ils sont gouvernement, c'est-à-dire autorité. Autorité qui a toujours été mise au service des exploiters.

A nous de démontrer au peuple le peu de valeur de tous ces intrigants mendiant les suffrages du peuple en promettant monts et merveilles, pour tout oublier quand ils ont réussi à cesser d'être gouvernés pour devenir gouvernants.

Par ces attaques et ces démonstrations s'accomplira cette révolution dans l'esprit des masses, toujours nécessaire avant une période révolutionnaire ; période que personne ne peut empêcher, mais seulement retarder.

Or, tous nos efforts doivent tendre à ce que la prochaine révolution soit la plus complète possible. Pour cela, il est nécessaire, il est indispensable que les travailleurs soient conscients de leurs droits, et cessent d'être et de servir d'instruments aux politiciens qui jusqu'aujourd'hui ont poussé les salariés sur les barricades, pour ne paraître eux-mêmes que quand il s'agissait de recueillir la succession des gouvernements que le peuple venait de renverser.

Le but de la Révolution étant de donner à tous ce que quelques-uns possèdent seulement, nécessitera, malgré tous nos désirs du contraire, une lutte. Les intérêts n'étant pas les mêmes l'histoire, aussi bien que l'expérience nous interdisent de soupçonner que la bourgeoisie d'aujourd'hui cèdera ses privilèges sans les défendre.

Mais quelle que soit l'arme employée, quelle que soit l'époque de la lutte, il faut dès aujourd'hui que les prolétaires rejettent bien loin toute idée de chauvinisme et que, sachant exactement ce qu'ils veulent, se lèvent enfin, non pour lutter de nation à nation, non pour changer de gouvernement, mais pour combattre sous les plis du drapeau de Juin 48 et de Mai 71, l'exploitation et l'autorité, quelle que soit la forme sous laquelle elles se présentent, et assurer enfin, par une dernière insurrection, l'application de cette formule : de chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins.



*Bibliothèque
anarchiste*

Le Droit social
Ce que nous voulons
12 février 1882

extrait le 2 octobre 2026 d'*Archives autonomes*, tiré du *Droit social* du 12 février 1882

bibliotheque-anarchiste.com